|  |  |
| --- | --- |
|    | **NOTE DE SYNTHESE** **DE LA WEB-CONFERENCE SUR LE**  **THEME** « Demain le Maroc » LABELISeE PAR LA Commission Speciale pour le modéle De développement   |
|  |  |

**NOTE DE SYNTHESE DE LA WEB-CONFERENCE SUR LE THEME DU**

« Demain le Maroc »

LABELISEE PAR LA CSMD

*Toute réflexion sur le devenir du développement du Royaume renvoie immanquablement aux puissants déterminismes dont il est l’objet depuis des décennies.*

*Après avoir impacté et contribué à façonner le Maroc d’aujourd’hui, ces évolutions apparaissent comme des contraintes structurelles pour les trois décennies à venir.*

*Pour certaines, endogènes, leur gestion va induire de très importants besoins de capitaux.*

*En revanche, les évolutions des contraintes à caractère exogène peuvent, générer les moyens et les richesses nécessaires à un développement inclusif, durable et résiliant du Maroc de demain.*

*Sur cette base, la présente note de synthèse se propose d’étudier les pré-requis d’une**gestion proactive**des déterminismes du Maroc futur (I), pour en évaluer l’impact sur la gestion des comptes extérieurs et budgétaire**(II), mais aussi sur le devenir du monde rural sous l’angle de l’emploi et du développement inclusif et durable des terroirs (III). Cette synthèse analyse, également, les potentiels renforcements économiques du Maroc sur la scène internationale (IV) et les conditions de l’affirmation d’une identité culturelle en accord avec son temps (V).*

*À cette fin, une série de recommandations sont formulées pour dont, la mise en place d’un fonds souverain de capital risque, adressé à la jeunesse ; une exploitation plus prononcée des avantages comparatifs du Maroc ; l’optimisation de la gestion des finances publiques et du déficit budgétaire ainsi que la réalisation de la révolution digitale.*

1. **Les pré-requis d’une gestion proactive des déterminismes endogènes du Maroc de demain**

Déterminisme démographique :

L’importance et la régularité des flux attendus lors des vingt prochaines années, des nouvelles classes en âge de travailler, place le secteur informel au centre de toute réflexion sur le développement du Maroc de demain. Celui-ci est en effet, appelé à intégrer annuellement environ sept cent mille (700 000) nouveaux individus.

Cette dynamique inéluctable appelle le développement de mesures spécifiquement orientés vers la jeunesse, incluant particulièrement les « secteurs non structurés » premiers et principaux employeurs de l’économie nationale.

Le déploiement d’actions majeures visant à stimuler une forte croissance du potentiel de création d’emploi de ces secteurs, n’a jamais été aussi impérieux.

Les évaluations faites lors de la réflexion menée par les Alumni estiment un nombre d’emplois à créer, de l’ordre de trois cent mille (300 000) postes annuellement, qui supposent un investissement de dix milliards de dirhams (10 MMDH).

La principale mesure suggérée à cet effet, consiste en la mise en place d’un fonds souverain de capital-risque adressé à la jeunesse. Cette politique de relance par le micro investissementest à destiner prioritairement aux nouvelles classes d’âge actives des secteurs non structurés.

Cette stratégie permettrait d’inverser les modes décisionnels du bas vers le haut tels que recommandés par nombre des intervenants à cette conférence. Notamment dans le monde rural, où la proximité des centres de décision, celle des accès aux sources de financement, de l’encadrement et des corps intermédiaires, s’est révélée déterminante dans les réussites d’initiatives de développement locales et pour redonner confiance à une jeunesse désabusée.

Déterminisme climatique

Les évolutions climatiques attendues, du fait du réchauffement de l’atmosphère, sont pour le moins préoccupantes.

En effet, selon le département dévolu au climat de l’École Polytechnique de Zurich (classée première école d’ingénierie européenne au classement de Shanghai) et dont les prédictions n’ont jamais été démenties ces trente dernières années, le climat prévalant actuellement à Tripoli (Lybie) intéresserait la région de Rabat-Casablanca à l’horizon 2050, c’est à dire demain.

Gaël Girault, économiste de renom, (reçu par les Alumni en 2015 en tant qu’économiste en chef de l’Agence Française de développement) a estimé, lors de son intervention au Sénat français le 13 mai dernier, que les conditions de vie sur le pourtour méditerranéen, notamment français, seraient extrêmes dans un futur proche.

Il y a donc lieu de prévoir, dès aujourd’hui, les bouleversements majeurs dus à ces phénomènes climatiques irrémédiables (sécheresses, aridité, déforestation, exode rurale de millions d’individus vers les villes notamment côtières, impact de l’élévation du niveau de la mer, changement majeur de la biodiversité…).

*Or, la mobilisation de moyens permettant la gestion d’évolutions aussi profondes pose la question de la création de la valeur et des richesses nécessaires au développement du Maroc futur.*

1. **La création de valeur et de richesse par les déterminismes exogènes du Maroc de demain**

Pour faire face à ces déterminismes, l’État doit, dès à présent et pour les décennies à venir, consacrer des ressources conséquentes à la gestion de ces transitions structurelles et systémiques qui ont lieu dans un contexte d’alourdissement majeur des charges dues à la pandémie.

Cette situation est rendue d’autant plus complexe par le double déficit structurel des comptes extérieurs et budgétaires qui caractérise l’économie du Royaume. Déficits qui brident la capacité d’endettement et toute velléité de relance susceptible de doper la création d’emploi.

Déterminisme des comptes extérieurs

Seule une meilleure intégration dans l’économie mondiale peut permettre le recouvrement de la souveraineté économique effective du pays ainsi que sa capacité à mener à bien les politiques d’ajustement des nécessaires développements du Maroc.

Pour neutraliser les déficits structurels de la balance commerciale, l’essoufflement des flux touristiques et le ralentissement des transferts monétaires de populationsexpatriées de plus en plus intégrées à leurs pays d’accueil, une forte mobilisation pour rééquilibrer nos relations économiques avec l’étranger doit être érigée en priorité nationale.

En effet, le développement des capacités exportatrices de biens et de services, la mise en valeur économiquement viables de ressources substituables aux importations, la croissance des investissements directs étrangers(IDE) et du tourisme sont seuls en mesure d’assainir l’état fortement dégradé de nos comptes extérieurs.

Pour cela, une exploitation plus prononcée des avantages comparatifspourrait s’articuler autour des actions suivantes

* Améliorer notre retard en matière de digitalisation et d’intelligence artificielle;
* Développer les industries digitales exportables ;
* Capitaliser sur l’avance prise en production d’énergies renouvelablespour développer massivement cette ressource et les exportations d’électricité verte ;
* Exploiter le caractère dé-carboné des productions nationales ;
* Miser sur l’industrie chimique phosphatièreet ses sous-produits, dont la production d’hydrogène ;
* Développer les secteurs porteurs à l’export: agroalimentaire, produits de la mer, chimie et agrochimie, l’automobile, l’aéronautique, l’économie du savoir… ;
* Se préparer aux ruptures qui arrivent et construire des « leadership » sur certains métiers

Les finances publiques dans la mobilisation des moyens du développement du Maroc de demain

Les moyens importants dont doit disposer l’État pour développer le pays supposent une meilleure efficience de la dépense publiqueet une réévaluation de l’orthodoxie budgétaire qui a prévalu jusqu’à présent.

Étant donnée l’insuffisance des ressources fiscales, eu égard à l’importance des besoins exprimés, seul ce changement de paradigmeest susceptible de dégager, sous contrainte extérieure, les moyens nécessaires pour relever les défis posés par ces problématiques de financement.

Cette optimisation de la gestion des finances publiques et du déficit budgétaire passe par :

* Le transfert des charges de la caisse de compensation à un système d’aide directe aux ménages les plus démunis ;
* L’adoption de nouveaux modes de gestion améliorant l’exécution des politiques publiques ;
* Une meilleure synchronisation dans les interactions entre les secteurs public et privé ;
* Une forte dynamisation des secteurs non structurés appelés à une meilleure régulation ;
* Un arbitrage plusefficient entre la politique du taux de change et le déficit budgétaire ;
* Une accélérationdu rythme des réformes comme cela s’est avéré possible lors de la mobilisation due à la gestion de la pandémie ;
* La mise au niveau des économies comparables, du ratio de Formation brute de capital fixe (FBCF) rapportée à la Production intérieure brute (PIB) ;
* La mise en œuvre de stratégies transversales, consistant en
	+ L’amélioration de l’accès des opérateurs économiques et des TPME aux sources de financements par une plus grande concurrence entre les acteurs du secteur financier ;
	+ Plus d’investissement en recherche et développement (R&D) grâce à l’établissement de crédits d’impôt ;
	+ Une meilleure adaptation de l’enseignement et des formations qualifiantes aux besoins de l’économie ;
	+ Une gestion bien plus ambitieuse en matière de production de services publics de santé et d’enseignement. En effet, du fait des lacunes et retards accumulés, toute dépense publique additionnelle dans les secteurs de la santé et de l’éducation est fortement légitimée par les gains importants de productivité qu’elle induit à moyen terme dans l’ensemble de la société.
1. **Le développement de la création de valeur et de richesses dans le Maroc rural**

Avec plus de quatorze millions d’habitants, jamais le monde rural n’a été aussi densément peuplé. Frappé de plein fouet par les évolutions climatiques, il va très vraisemblablement être l’objet d’un exode massif.

Caractérisé par une faible contribution au PIB et par la sous-productivité d’une main d’œuvre sous-employée et paupérisée, le monde rural ne manque pourtant ni de richesses, ni de potentiels, ni de capacité d’adaptation.

Des mesures pour favoriser l’emploi rural, le développement inclusif et durable des terroirs et la vulgarisation des nouvelles technologies, sont à même de faire notablement progresser les conditions de création de richesses et la prospérité du monde rural.

Ainsi, pour répondre plus spécifiquement à la massification des populations rurales en âge de travailler, un certain nombre de recommandations peuvent être faites:

* Considérer le monde rural dans son ensemble et non sous le seul angle de l’agriculture ;
* Reconnaître que l’agriculture seule ne peut gérer ces nouveaux flux de jeunes ;
* Favoriser les activités extra-agricoles en amont et aval du secteur ;
* Développer l’agro-industrie pour mieux traiter les quatre-vingts pour cent (80 %) de la production agricole encore commercialisée à l’état brut ;
* Favoriser les infrastructures de base ;
* Améliorer la qualité de vie dans le monde rural en diversifiant l’offre de services et de loisirs ;
* Faciliter la mobilité de la force de travail en adaptant les cadres juridiques de l’employabilité ;
* Reconnaître que l’agriculture marocaine est principalement familiale;

*Favoriser l’agriculture familiale*

Constituée de très petites exploitations aux rendements élevés dans les zones irriguées, cette agriculture recèle des potentiels d’emploi substantiels. Une politique agricole ciblée, accompagnée du rétablissement d’un encadrement de proximité au maillage serré, pourrait être fortement pourvoyeuse d’emploi.

*Favoriser la sécurité alimentaire du pays*

La mise en œuvre d’une stratégie de substitution aux importations de denrées alimentaires serait extrêmement favorable à l’emploi rural.

La diminution des importations se traduirait par plus de souveraineté économique nationale et plus de richesse pour la communauté. Elle réduirait l’exposition aux risques géopolitiques de pénuries induites par une agriculture mondiale mise au défi de nourrir une humanité de plus de dix milliards d’habitants (pour exemple, la seule mise en valeur de vingt mille (20 000) hectares suffirait à rendre le pays autosuffisant en sucre).

*Compléter la mise en valeur des périmètres irrigués*

Un effort exemplaire de mobilisation des ressources hydriques a été réalisé. Toutefois, la mise en valeur des périmètres irrigués n’est pas toujours optimisée. Par exemple, l’équipement des cent-vingt-milles (120 000) hectares du périmètre du barrage *Al Wahda* représente un potentiel important en matière de création d’emploi.

*Mener une réflexion stratégique à la lumière des évolutions et réalisations récentes*

Il est concevable de mettre en valeur des terres côtières arides**;** elles seraient louées à long terme, à des investisseurs privés qui les feraient exploiter par de petits agriculteurs. Ce schéma est rendu possible par :

* La disponibilité de vastes étendues côtières arides ou semi-arides;
* La nouvelle compétitivité de l’eaudessalée pour certaines spéculations à forte valeur ajoutée. En effet, le dessalement de l’eau de mer est devenu économiquement viable à partir d’énergies solaires et éoliennes devenues très compétitives (1,35 cts de $ le KWH aux Émirats Arabes Unis). Ainsi, cela permettrait de pallier aux conséquences du stress hydrique attendu dans les villes et le monde rural ;
* La possibilité de louer des terres agricoles à des termes de trente années renouvelables;
* La productivité élevée de l’agriculture familialesur les petites surfaces irriguées ne dépassant pas deux hectares

*Penser le développement intégré de nos territoires de façon inclusive et durable*

Le développement de nos territoires peut se concevoir inclusif et durable, notamment à travers :

* La création de valeur ajoutée locale ;
* L’adaptation de l’écoleà son environnement ;
* La protection des ressources locales par l’État ;
* La révision de la conception de l’autoritélocale ;
* L’aide aux corps intermédiaires qui disposent de la confiance des populations locales ;
* La capitalisation sur la demande locale pour développer les tissus productifs nationaux ;
* La sensibilisation du citoyen pour favoriser la créativité et faire l’éloge de la diversité.

*Réaliser la révolution digitale pour booster le monde rural*

La valorisation de l’agriculture par le digital est un facteur clef de prospérité et de cohésion sociale, de création de valeur et d’accélération. La combinaison d’une main d’œuvre jeune ouverte au digital et de la technologie est un facteur de compétitivité et de productivité.

Pour cela, il convient de :

* Lancer un grand plan digital national appuyé par une vaste action de formation ;
* Développer un maillage très fin du territoire par un réseau de fibre optique réalisé conjointement par les trois opérateurs de téléphonie dans une logique de collaboration et non de concurrence ;
* Faciliter le digital par la vulgarisation des techniques et des bonnes pratiques (agriculture de précision, diffusion des semences sans pesticides, agriculture durable, labels d’appellation d’origine contrôlée /garantie) ;
* Simplifier par la « technologie », les parcours administratifs en réduisant les intermédiaires, en diffusant la formation et en améliorant le niveau général d’expertise afin de développer les coopératives ;
* Construire un accès au monde agricole interactif, rapide et efficace, est un facteur de prospérité permettant de meilleurs rendements, de promouvoir l’autosuffisance agricole, l’adaptation aux demandes domestiques et internationales, d’améliorer les exportations et de faciliter les relocalisations ;
* Confirmer les vecteurs efficaces de développement de la filière agricole, que sont l’agro-industrie et l’éco- tourisme ;

*Cette optimisation de la création de richesses par une gestion plus efficiente de l’État et une meilleur appréhension du monde rural, ne doit en rien occulter l’importance du reste du monde, source majeure de croissance et de prospérité d’un Maroc ouvert, intelligemment inséré dans son environnement.*

1. **Le déterminisme géopolitique, compétition internationale et développement du Maroc de demain**

La géopolitique a façonné la manière dont l’économie marocaine s’est développée et s’est projetée sur le monde.

Depuis 1994 et les accords du GATT, le Maroc s’est inséré plus étroitement dans l’économie mondiale en signant nombre d’accords de libre-échange.

Cette évolution n’a pas permis le décollage escompté de nos exportations vers le reste du monde. Bien au contraire, jamais nos échanges n’ont été aussi déséquilibrés.

Ceci pose clairement la question des raisons d’un décollage économique aussi modeste**,** d’un pays pourtant, doté,

**-** d’institutions stables,

**-** d’infrastructures satisfaisantes,

**-** d’une population jeune, dynamique, ouverte sur le monde et relativement qualifiée

**-** une bonne pratique des langues étrangères et

**-** un bon niveau de connaissances des cultures européennes

**-** situé à seulement quatorze kilomètres du plus riche marché de la planète.

Quel devenir ces modestes performances peuvent-elles nous réserver dans le monde extrêmement compliqué du « tous contre tous » qui se profile devant nous, sachant que…

* Le non-Maghrebs’interdit tout échange et construction régional ;
* Un basculement des alliances avec les pays du Golfese confirme ;
* Un éloignementse dessine sur fond de populisme, de menaces de relocalisation, et de mise à l’index fiscale d’une économie marocaine pourtant plus intégrée à l’Europe que jamais, y réalisant…
	+ 60% de ses exportations (ce que peu de pays européens réalisent vers l’Europe) ;
	+ 60% de son stock d’IDE ;
	+ 70% de ses flux touristiques ;
	+ 70% des transferts monétaires de ses expatriés. (Rares sont les pays européens pouvant se prévaloir d’un pourcentage d’expatriés aussi important en Europe)

Poids de l’histoire, proximité géographique, intégration économique, potentiels de développement substantiels, l’avenir de nos relations économiques internationales restera intimement lié à l’Union Européenne.

Cela étant, aujourd’hui, de nouveaux partenariats demandent également à être développés avec :

* La Chinequi apparait comme une nouvelle opportunité sur fond de relocalisation, de raccourcissement des chaines de valeurs et dans le cadre du lancement des Routes de la soie ;
* La Russie, notamment en matière de débouchés agricoles ;
* L’Afrique de l’ouest avec sa profondeur stratégique et ses quatre cent (400 000) millions de consommateurs

*La façon et le degré d’efficacité avec lesquels tous ces défis seront relevés, dépendent des aptitudes des citoyens du Maroc de demain à être et à interagir avec leurs environnements. Autant de capacités intimement liées à leur identité et à leur culture.*

1. **Le déterminisme culturel, fondement de tous les devenirs**

La culture est le cadre de référence de la pensée fondamentale et de la construction de l’individu. Véritable logiciel de la pensée, elle définit le comportement du citoyen, comme elle structure l’espace social.

Ainsi, l’État-nation se doit de développer sa culture nationale propre, dans un récit fédérateur et des valeurs communes.

La déclinaison de cette histoire, fondatrice des réussites du Maroc de demain, suppose une identité nationale tournée vers un avenir fédérateur plutôt que vers un passé phantasmé.

 Identité marocaine qui, dans le respect de ses singularités, tire sa vitalité, sa force et sa richesse culturelle de sa grande diversité.

 C’est pour cela qu’une harmonie entre les respects des sentiments de différence et d’appartenance commune, est à rechercher pour favoriser l’émergence d’une culture nationale, éloignées des écueils du communautarisme, du nationalisme, des replis sur soi et des rejets de l’autre.

Ainsi, loin de tout grégarisme, ce récit identitaireserasusceptible de susciter l’adhésion de chacun, grâce à cette narration en phase avec son temps, seule capable de faire du citoyen un individu à la fois éclairé par les valeurs universelles et ancré dans son identité nationale.

Pour porter en lui le ciment de cette communion et faire ressentir par tout un chacun ce sentiment d’appartenance à la culture nationale, ce nouveau discours doit être la résultante d’une dialectique entre deux intelligences :

* Une intelligence individuelle propre à l’individu, basée sur une capacité à penser, à analyser, à s’autocritiquer, qui autorise une pensée autonome, éclairée, et créatrice.
* Une intelligence collective qui soit capable d’accepter la diversité en puisant dans les ressources culturelles à la fois nationales et universelles.

Cette dynamique d’identification de l’individu à la culture de sa société est consubstantielle à la liberté de création. En effet, seule la création intellectuelle et artistique peut générer les codes culturels partagés par chacun dans un fondateur sentiment d’adhésion et de reconnaissance.

Or, cette liberté d’expression culturelle est vitale pour le devenir de toute société. En effet, sans artistes, ni compositeurs, cinéastes, philosophes, écrivains,…., une culture reste repliée sur elle même, condamnée à mourir.

*Ainsi, ce sont toutes ces valeurs, fondatrices des nouveaux « être et savoir être » des futurs citoyens, qui sont les gages des réussites ou des échecs des développements du Maroc de demain.*